

21 Janvier, 1935

Précisions

Nous avons déjà expliqué pourquoi notre attitude ne devait et ne pouvait, en aucune manière, nous conduire à la révolution. Le vieux Président Doumergue, qui voulait reformer l'état français, autant que nous voudrions pouvoir reformer l'Etat Libanais, s'est vu traiter de fasciste mais jamais de révolutionnaire.

Précisons cependant ; si nous sommes persuadés que le régime actuellement en vigueur n'est pas fait pour donner satisfaction à la grande majorité des Libanais, nous croyons que les bases de la collaboration franco-libanaises sont solides : nous admettons le Mandat, nous admettons la collaboration franco-libanaises, l'effort commun n'existerait pas que nous le réclamerions. La confiance amitié que nous avons pour la France est intacte. Intact également l'espoir que nous plaçons dans les possibilités libanaises. Loin de chercher à ménager qui que ce soit, nous ne faisons que reconnaître ce qui est.

Mais ce que nous voudrions transformer c'est l'esprit de la collaboration.

Cette collaboration où beaucoup- est autant de chaque côté- mettent mauvaise humeur et arrière-pensées et où d'autres ne sont pas loin de croire à des intérêts opposés, nous ne cessons de dire quelle œuvre plus grande, plus facile et plus profitable elle serait si des deux parts, on retrouvait la foi des premiers jours.

Nous demandons au Mandat *une* méthode, *sa* méthode. Nous demandons à la collaboration franco-libanaise d'être au besoin plus étroit, mais plus franc et moins inégal. Nous demandons aussi à toute Chambre libanaise de représenter des idées politiques libanaises au lieu de représenter des points géographiques.

Cela prouve assez, pour ceux qui pensent droit, que loin de nuire au Mandat, à la collaboration et au pays, nous ne cherchons et nous ne travaillons qu'à les servir.

Nos critiques portent non sur un principe, mais sur des méthodes et sur des procédés. Le principe peut et rester intangible et permanent. Les méthodes peuvent et doivent s'améliorer. Cela nous le demandons à la France. Aux Libanais nous demanderons d'apporter eux-mêmes plus de dignité dans leurs relations avec la puissance mandataire. Pour être respecté, il faut commencer par se respecter soi-même. De ce ressaisissement salutaire, nous voyons tous les jours de nouveaux indices. Et toute notre joie serait d'y avoir, dans une certaine mesure, contribué.